

Mayotte la 1ère : Combien de temps encore avant la rupture ?

À Mayotte la 1ère, les salariés tiennent toujours la station à bout de bras. Mais jusqu'à quand ?

Depuis plusieurs années, les alertes se multiplient. Les équipes compensent les manques, absorbent les dysfonctionnements et assurent la continuité de l'antenne malgré des effectifs insuffisants et une organisation de plus en plus fragilisée.

Le taux d'absentéisme, **régulièrement supérieur à 10 %**, traduit une fatigue profonde et une usure des collectifs de travail. Les amplitudes horaires deviennent difficilement soutenables. Techniciens, journalistes, administratifs, monteurs : tous subissent une charge de travail toujours plus lourde. Certains collègues assurent des responsabilités supplémentaires sans reconnaissance ni compensation adaptée.

Aucune organisation ne peut durablement fonctionner sur l'épuisement des équipes. Et c'est pourtant dans ce contexte que Mayotte la 1ère a été choisie pour la mise en œuvre du projet **PAM** (Production Asset Management), destiné à transformer les outils et l'organisation des productions Outre-mer.

La CFDT le dit clairement : Les salariés de Mayotte ne sont pas des cobayes. Comment accepter qu'une des stations les plus en difficulté du pôle serve aujourd'hui de terrain d'expérimentation ?

La CFDT voit bien le risque : si cela passe à Mayotte malgré les alertes, le manque d'effectifs et l'épuisement des équipes, alors ce modèle pourra être imposé demain partout ailleurs en Outre-mer.

Cette situation est d'autant plus grave que France Télévisions porte une mission essentielle de service public, particulièrement dans les territoires ultramarins où l'accès à une information locale, fiable et de proximité est indispensable à la vie démocratique.

À l'approche des échéances politiques majeures de 2027, notamment l'élection présidentielle, fragiliser les rédactions, affaiblir les moyens techniques et désorganiser les antennes locales constitue un choix lourd de conséquences. Les Outre-mer ne peuvent pas être les oubliés de l'information publique au moment où les débats démocratiques auront besoin de pluralisme, de proximité et de continuité d'antenne.

Lorsque des journaux en langue locale disparaissent pendant plusieurs jours faute de moyens suffisants, ce n'est pas seulement un problème interne. C'est toute la mission de service public qui est fragilisée.

La CFDT exige désormais des réponses immédiates : renforcement des effectifs, reconnaissance des responsabilités réellement exercées, respect des engagements pris en CSE et véritable prise en compte de l'épuisement professionnel qui touche aujourd'hui de nombreux salariés.

La direction ne pourra pas éternellement ignorer les alertes. Si aucune réponse concrète n'est rapidement apportée, la question d'un conflit social finira inévitablement par se poser. Le service public en Outre-mer mérite des moyens à la hauteur de ses missions.

Les salariés aussi.